

# Feu vert à la reconversion de la centrale de Provence

Le premier acte de la réindustrialisation du site de la centrale thermique a été officialisé hier à Marseille avec le lancement du projet Hynovera

**I**l s'agit du premier acte concret post-signature du pacte de territoire conclu en fin d'année 2020". Jean-Pascal Gournès, maire de Meyreuil, sur laquelle se trouve l'essentiel des 77 hectares du site de la centrale de Provence, ne cachait pas hier sa satisfaction avec d'autres représentants du territoire réunis au siège de l'Union pour les entrepreneurs des Bouches-du-Rhône (UPE 13), de voir le projet Hynovera aborder une phase concrète. "Il est né à Meyreuil quand nous avons appris qu'il ne serait plus possible de brûler du charbon. Ce fut brutal et sans aide, nous avons réuni un groupe informel de chercheurs et d'ingénieurs pour voir ce que pourrait être un futur pertinent en lien avec la transition écologique. Nous avons pris contact avec Gazel Énergie et les choses ont avancé. L'idée est de faire avec de la biomasse et de l'hydrogène les carburants du futur. L'objectif premier étant de réindustrialiser et de créer des emplois".

Hynovera, ex-projet Hybiol, va donc donner naissance à une entreprise commune entre Gazel Énergie qui produira de l'hydrogène par électrolyse grâce à l'électricité de son unité biomasse, et une jeune pousse aixoise Hy2gen, filiale de l'entreprise allemande du même nom. Également présente au Canada, Hy2gen va s'attacher à fabriquer un mélange de gaz de bois obtenu à partir d'une biomasse déshydratée et gazéifiée, qui sera ensuite enrichi à l'hydrogène pour donner des biocarburants destinés à l'aviation et au transport maritime, ainsi que du méthanol renouvelable. Le port de Toulon a déjà fait connaître son intérêt pour cette production susceptible d'être utilisée par plusieurs de ses clients, par exemple par la compagnie Corsica Ferries. Un enjeu d'autant plus remarquable qu'Hy2gen est également inscrit au projet Hynovar, dans le département du Var. "Le pacte de territoire



La centrale de Provence occupe un territoire de 78 hectares, dont une vingtaine sont aptes à une reconversion industrielle. Par la suite, une partie de la centrale sera démantelée. / PHOTO SERGE MERCIER

## L'État a cofinancé les études de faisabilité via le fonds charbon.

qui porte la réindustrialisation du site de la centrale de Provence va nous dynamiser. La démarche est innovante et notre ancrage local sera un atout pour les utilisateurs", commente Cyril Dufau-Sanso, le président d'Hy2gen.

L'enjeu est également majeur pour Gazel Énergie qui doit d'une part assurer la reconversion de sa centrale privée de charbon et ne peut plus compter que sur sa chaudière biomasse (lire ci-dessous), mais doit de surcroît affirmer sa différence. "C'est notre fil rouge et celui de notre actionnaire, le groupe EPH. Nous sommes ici comme à Saint-Avold en Moselle, non pas pour recevoir des

aides et partir ensuite, mais bien pour faire autre chose dans le domaine des énergies vertes", commente en aparté Jean-Michel Mazalera, le président de Gazel Énergie France. Qui après avoir été un peu hésitant dans un premier temps, a opté pleinement pour le partenariat avec Hy2gen afin d'aborder le marché des carburants du futur. Un investissement qui globalement devrait mobiliser plus de 400 millions d'euros, un tiers provenant de fonds européens.

Retenu par l'État dans le cadre de ses appels à projets au titre de la décarbonation de l'industrie, le dossier est en phase de transmission à l'Union Européenne qui doit le valider. Au niveau régional, il est aussi en phase de labellisation par le pôle de compétitivité CapEnergies. À la clé de ce projet, la création d'une cinquantaine d'emplois sur le site de la centrale.

Jean-Luc CROZEL

## ET AUSSI...

La réindustrialisation du site de la centrale passe aussi par la valorisation du bois. Non pas celui qui est destiné à être brûlé dans la chaudière biomasse sous forme de plaquettes (850 000 tonnes seront nécessaires dans une année), mais celui destiné à la construction notamment. Pour cela une scierie portée par la société aubagnaise Sofeb est en projet. "Mais cela repose sur la structuration de la filière bois, ce qui est en cours avec l'interprofession Fibois". Un projet de récupération et de valorisation de la chaleur issue de l'unité biomasse est aussi à l'étude. Canthep alimenterait en chaleur Aix, Luyens, Bouc-Bel-Air et Gardanne.

## LA CHAUDIÈRE BIOMASSE EST À L'ARRÊT...

# "Il reste quatorze personnes à former"



Jean-Michel Mazalera / PHOTO J.L.C.

prise par le groupe tchèque EPH, est un outil stratégique. "Notre priorité absolue est sa pérennisation. Nous avons investi près de 300 millions d'euros dans cet actif", répète Jean-Michel Mazalera, le président de Gazel Énergie France.

Une priorité rendue d'autant plus grande que l'unité n'a pas fonctionné durant près de 30 mois. La faute aux conflits

sociaux et aux différents réglages et aménagements qui ont dû être réalisés. Remise en service au début de l'été alors qu'un plan de sauvegarde de l'emploi portant sur 219 postes en France dont 96 à Gardanne, venait d'être activé, l'unité biomasse n'a finalement produit de l'électricité qu'à la fin de juillet. Le temps d'attester qu'elle est en mesure de fonctionner à pleine puissance, ce qui a été fait durant quatre semaines, le seuil des 157 mégawatts ayant été atteint. Pourtant, à ce jour, la chaudière biomasse est de nouveau à l'arrêt. Pourquoi?

"Vous savez que l'entreprise gère un plan de sauvegarde de l'emploi d'une valeur moyenne de compensation de 150 000 euros par personne, que l'État accompagne à hauteur de 30%. Lorsque les conditions de départ dont certains critères ont été contestés devant le tribunal administratif ont été validées, les lettres de licenciement sont parties.

Et cela a provoqué une émotion sociale à l'instant où nous redémarrions. Le moment a été mal choisi", répond Jean-Michel Mazalera. "Mais ce n'est pas la seule cause. Pour faire fonctionner l'unité biomasse, nous avons besoin d'un effectif de 80 personnes formées à sa conduite. Or 14 d'entre-elles qui étaient affectées à la tranche charbon qui ferme, sont en cours de formation. Il faut donc attendre que celle-ci prenne fin pour pouvoir reprendre la production d'électricité dans des conditions optimales. J'ai bon espoir que tout rentre dans l'ordre à la fin du mois. Et puis le projet Hynovera que nous entamons montre que la reconversion est en route. À cet instant elle ne porte création que d'une cinquantaine d'emplois, mais il y a d'autres projets à venir et je dis toujours qu'à terme, bien plus seront créés qu'avec la centrale".

J.-L.C.